

Des moutons et des hommes

C'était une grande première pour la Wallonie et en particulier Libramont qui accueillait au sein du LEC, du 26 au 28 avril le Congrès de la Fédération Nationale Ovine française, petite sœur de la FNSEA. Une sorte d'aboutissement quand on sait que les filières belge et française ont toujours beaucoup échangé au fil du temps. La production ovine a plus que tout besoin de fraternité déclarait d'ailleurs sa Présidente Michèle Baudouin en ouverture de l'Assemblée générale de la FNO. Le choix de la Belgique, pays hôte des Institutions européennes, revêtait pour l'occasion une signification toute particulière au moment où l'ancien Commissaire et Ministre français de l'Agriculture Michel Barnier s'appretait à négocier le début du Brexit. L'occasion pour les professionnels ovins de réaffirmer, en présence des Ministres Willy Borsus et René Collin, leur volonté d'une politique qui soutient, oriente et organise.

MARIE-FRANCE VIENNE

La production ovine est confrontée depuis plus de 30 ans à la concurrence avec l'Océanie alors que le secteur était jusqu'il y a peu oublié des politiques publiques. 2017 est une année particulièrement à risques avec des changements potentiels dans le paysage politique de l'UE qui a décidé de mener une politique ambitieuse en termes de commerce extérieure, notamment avec la réouverture des pourparlers avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

majorité des 287.000 tonnes de viandes ovines arrivées en Europe dans le cadre d'un accès privilégié. Pour la FNO, c'est une hausse des contingents d'importations accordés à l'Océanie que la Commission pourrait envisager. Or, la production ovine a besoin de stabilité et de confiance pour aider les éleveurs à fournir des produits de qualité, garantir l'entretien des espaces ruraux, maintenir la biodiversité et renouveler les générations.

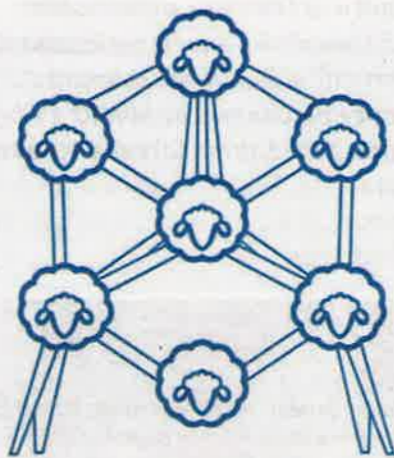


La menace néo-zélandaise

Il s'agit d'un accord qui inquiète au plus haut point la Fédération Nationale Ovine, et le reste de l'Europe, qui évoque un véritable séisme alors même que le Royaume-Uni prépare, désormais, sa sortie de l'UE qui viendra bouleverser les échanges de viandes ovines et pourrait affecter considérablement les prix pratiqués sur le marché européen. Et ce, quand c'est justement vers le Royaume-Uni que se dirigent, aujourd'hui, la

Un marché wallon à la peine

Avec 180.000 brebis pour 11 millions d'habitants contre, par exemple, 1 million de brebis pour 17 millions d'habitants aux Pays-Bas, la production ovine wallonne et belge est fortement déficitaire par rapport à la consommation avec un taux d'approvisionnement de 10% à 15%. La Wallonie importe donc annuellement environ 7.000 tonnes équivalent carcasse pour satisfaire sa consommation, soit quelque 400.000



Protéger le cheptel belge

Jeudi soir, le Ministre Willy Borsus avait eu l'occasion d'évoquer l'impact des maladies animales, une problématique particulièrement importante pour la Belgique, un pays tourné vers l'exportation. Le Ministre a ainsi évoqué la Fièvre Catarrhale Ovine. La « Bluetongue » a fait sa réapparition en France en septembre 2015 poussant la Belgique à renforcer sa vigilance. Des vaccins, dont le coût est supporté par le Fonds sanitaire, ont été mis à la disposition des éleveurs. Une nouvelle commande a été passée en 2017 pour, le cas échéant, vacciner l'ensemble du cheptel et réaliser d'éventuels rappels. De plus, les fédérations agricoles souhaitaient également bénéficier d'une réserve stratégique suffisante.



Jean Devillers, figure emblématique de l'élevage ovin wallon et Président de l'ancienne Filière Ovine et Caprine a présenté les atouts de la filière ovine wallonne lors de l'Assemblée générale de la FNO

agneaux. Les atouts belges sont pourtant nombreux avec l'expertise des éleveurs, la qualité des productions, la diversité des modèles agricoles et le degré élevé de la sécurité alimentaire. Des démarches privées et publiques se sont en outre multipliées depuis la première phase de régionalisation en vue de redynamiser le secteur. De nombreux éleveurs belges ont intensifié les contacts avec les éleveurs français, des centres de recherche et avec la FNO. Depuis la constitution de la Commission wallonne de la promotion du secteur auprès des pouvoirs publics et du monde politique ont été initiées et argumentées en s'inspirant de la FNO. Le problème majeur en Belgique est le manque de reconnaissance du secteur et un marché presque inexistant en Wallonie avec un taux d'importation de 80% et 90% d'importations.

Le Ministre Borsus a profité de l'occasion pour parler de la problématique de l'antibiorésistance qu'il a replacée dans le contexte global du « One Health » qui préconise la prise en compte des éléments liés à la santé humaine, animale et à l'environnement. Dans ce cadre, il a rappelé que l'utilisation des antibiotiques en médecine vétérinaire est désormais davantage encadrée, voire fortement limitée et pourra être mesurée avec précision.

Le secteur ovine wallon demande de l'aide

Le secteur ovine wallon veut montrer au monde agricole et politique belge que l'élevage ovine peut devenir un secteur d'élevage à part entière, professionnel, technique et performant qui peut se targuer d'avoir une marge de progression de marché de 900%. C'est ainsi que Jean Devillers,



Le Ministre René Collin a développé les mesures en faveur du secteur ovine

ZOOM DE LA FWA

■ Les enjeux du secteur ovine wallon sont nombreux. La PAC mais aussi les aspects sanitaire, l'organisation et professionnalisation du secteur.

va être dur à négocier et il est clair que le secteur ovine sera touché. Dans ce sens, l'intervention de M. Barnier par vidéo devrait rassurer les producteurs mais il faudra rester vigilant.

■ Les primes couplées ovines ont enfin été payées, juste avant le congrès de la FNO. Pour rappel, l'avance de tout le premier pilier avait été payée en octobre 2016. Et il reste encore des dossiers en attente. La FWA avait insisté pour que cela ne se répète pas cette année et le secteur puisse bénéficier des premiers paiements de la fin de la période de détention légale. Le Brexit

■ Ce congrès de la FNO en Wallonie a permis à tous les acteurs wallons de travailler ensemble et cet élan ne doit pas s'essouffler maintenant que nos amis français sont partis. La FWA continuera à participer aux travaux pour porter le secteur où il mérite d'être.

Ana Gramados

Des pistes pour le secteur ovin : ça Panurge !

éleveur emblématique de l'élevage ovin wallon a lancé un appel à toutes les énergies au nom du secteur ovin wallon pour croire en lui et le défendre. Il a besoin du maintien de l'aide couplée dans le cadre de l'évolution de la PAC, il demande un soutien spécifique en tant que production hautement déficitaire. Il souhaite envisager avec la Région wallonne comment tirer au mieux partie du rôle intéressant, innovant que peut avoir la filière dans l'évolution des techniques associant production végétale et animale.

Du hobby à la professionnalisation

Les éleveurs ovins wallons se battent tous les jours pour trouver un bon équilibre entre la valorisation des pâturages, des élevages et pour être mieux reconnu. Quel que soit le choix de la race, le mode de valorisation de la viande, du lait, les techniques d'élevage, le professionnalisme de l'éleveur, il y a d'incontestables progrès et la possibilité d'organiser une véritable filière. En plein essor, le secteur ne comptait il y a encore quelques années que des hobbyistes et de très rares professionnels. C'est désormais une vraie carrière que l'on peut embrasser avec des perspectives d'autant plus ouvertes que le taux d'approvisionnement est extrêmement faible a pointé le Ministre René Collin qui attend pour le mois de juin un plan stratégique de développement de la production ovine en Wallonie marquant en cela de nouvelles dispositions pour le renforcement du secteur.

PAC et inquiétudes commerciales

En Wallonie la mise en œuvre de la nouvelle PAC a réservé une enveloppe de 646.000€ à destination des éleveurs de brebis. Elle permet aux éleveurs de plus de 30 brebis de plus de 6 mois de bénéficier du soutien couplé. La Wallonie compte plus de 25.000 animaux de plus de 6 mois qui sont admissibles à cette prime. Un tiers des éleveurs étant sous ce seuil, 220 éleveurs ont entre 30 et 200 brebis et à peine 28 éleveurs ont plus de 200 brebis. Le Ministre Collin a évoqué l'Observatoire des prix et des marchés qu'il faut optimiser afin qu'il soit davantage alimenté en données. L'Observatoire ne doit pas, selon lui, juste être un outil statistique mais bien une aide à la décision et à la médiation à chaque fois qu'il y a une divergence forte entre l'offre et la demande. Il souhaite approfondir la notion de gestion de risques et développer des outils pour stabiliser et consolider le revenu agricole car il est intolérable, pour lui, qu'une profession gagne moins qu'il y a 20 ans. Pour rappel, la Belgique plaide depuis longtemps pour les mécanismes de régulation. Elle continuera à se battre pour cette volonté et être en phase avec les difficultés d'un secteur et veiller à trouver un équilibre en cas de différences fondamentales entre l'offre d'un produit et la consommation. Enfin, le Ministre régional de l'Agriculture a évoqué les traités internationaux en devenir et leurs impacts possibles, notant qu'ils représentent parfois des opportunités mais sont malheureusement souvent synonymes de graves hypothèques pour certains secteurs.

La sortie du Royaume-Uni suscite de grandes inquiétudes pour la filière ovine, très dépendante des importations. L'Europe, le Brexit et les négociations internationales ont ainsi été au centre des échanges qui ont animé la dernière journée du Congrès de la FNO à Libramont. L'ancienne Ministre fédérale de l'Agriculture Sabine Laruelle, les eurodéputés Eric Andrieu et Marc Tarabella, John Bryan, Président de l'IFA (Irish Farmers Association) et Brigitte Singla éleveuse et membre du Bureau de la FNO ont ainsi débattu autour de cette thématique.

MARIE-FRANCE VIENNE

Michel Barnier, ancien Ministre de l'Agriculture et désormais négociateur du Brexit, s'est voulu rassurant sur le sujet dans une vidéo. Il s'est dit

tages pour les pays du Commonwealth, faisant que la Nouvelle-Zélande est le pays qui impacte le plus le secteur ovin. L'eurodéputé ne voit pas



Table ronde autour du Brexit

personnellement très conscient de la fragilité du secteur ovin et de ses enjeux, sachant que le Royaume-Uni est effectivement une plaque tournante des importations et exportations vers l'Europe.

Le beurre et l'argent du beurre

John Bryan, Président de l'IFA et du Forum européen sur l'avenir de la production ovine, estime qu'il faudra 3 à 5 ans pour négocier le Brexit. Et si cela ne se fait pas dans les deux ans, cela se résoudra devant l'OMC. Un avis partagé par l'eurodéputé français Eric Andrieu qui considère que le Brexit ne se fera pas en deux ans en raison des échéances de la PAC. Tous les deux s'accordent sur un Brexit dur. On ne peut avoir les mêmes avantages dehors que dedans, souligne John Bryan. Cela signifie remettre des barrières tarifaires et revenir à des frontières même pour l'Irlande du Nord, ce qui n'enchant personne.

L'Europe à minima des Britanniques

Un avis largement partagé par l'eurodéputé belge Marc Tarabella pour qui le Brexit peut être l'opportunité pour redéfinir une réelle stratégie politique européenne à 27. Adversaire de l'ultralibéralisme débridé, favorable à l'économie rurale, ce n'est pas la première fois qu'il fustige des accords de libre-échange débridés qui font circuler sur la planète des biens et des services que l'on produit chez nous. Il ne faut pas faire d'échange à tout prix, il doit être juste, raisonné. Le Brexit est une possibilité de revoir et corriger certaines politiques européennes et mettre un frein à l'Europe minimale et à la carte voulue par les Britanniques qui ont toujours refusé les avancées politiques au niveau de la monnaie ou de l'harmonisation du temps de travail. Pour Marc Tarabella, il faut faire comprendre aux Britanniques qu'ils ne pourront pas être en dehors de l'UE et bénéficier des avantages du marché intérieur. Il faudra remonter les barrières tarifaires. Et de rappeler que les négociations de leur adhésion en 1973 ont abouti à des avan-

donc pas pourquoi les néo-Zélandais pourraient continuer à bénéficier des mêmes avantages une fois le Royaume-Uni sorti de l'UE. Partisan lui aussi d'un profil fort dans les négociations avec



Londres, il regrette que l'agriculture soit souvent considérée comme la valeur d'ajustement dans les échanges commerciaux et que l'on n'ait pas assez protégé et défendu les secteurs clefs.

Budget de la PAC en diminution

Même si le taux d'auto-provisionnement a légèrement progressé puisque 50% de ce qui est consommé est produit en France, le reste est principalement importé du Royaume-Uni. Un Brexit dur est synonyme de droits de douane sur les importations d'agneaux. La FNO craint la concurrence déloyale que va représenter la dévaluation de la Livre sterling avec une répercussion immédiate sur les prix et fait part de ses inquiétudes quant aux contingents néo-zé-



landais. L'ancienne Ministre fédérale de l'Agriculture, mais aussi ancienne secrétaire générale de la Fédération wallonne de l'Agriculture, Sabine Laruelle, est quant à elle favorable à un Brexit équilibré. Elle a soulevé avec insistance et passion la problématique des normes et l'obligation de résultats et de moyens imposée aux éleveurs qui génère d'énormes coûts de production. Si bien que les agriculteurs doivent vendre au prix mondial tout en respectant les normes les plus élevées sous peine d'être sanctionnés. Cela doit s'arrêter pour elle et cette situation pourra, selon elle, être aggravée par le Brexit. Elle a aussi insisté pour demander de changer de cap de cette politique qui sacrifie le secteur agricole. Eric Andrieu espère que la sortie du Royaume-Uni va déclencher au sein des Etats membres un réflexe vital. Il plaide pour un budget de la PAC plus important, regrettant qu'il s'agit du seul qui a diminué de 20% tandis qu'il est en augmentation dans des pays comme la Chine ou le Brésil.